

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31 AOUT 2024

Aux adhérents de l'association

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association UDOGEC AVEYRON LOT relatifs à l'exercice clos le 31 Août 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombe en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Septembre 2023 à la date d'émission de mon rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur l'information donnée en annexe des comptes annuels (page 6) concernant la modification des relations financières avec l'association DDEC

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

25

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à RODEZ le 12 Mars 2025

G. TOURNIER
Commissaire aux Comptes
Gilles TOURNIER
Expert-comptable
Commissaire aux Comptes
9 av. du Maréchal Joffre
12000 RODEZ

Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/08/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/08/2023 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	13 158	13 158			
Immobilisations grevées de droit					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts	1 976 115	630 358	1 345 758	1 357 311	- 11 553
Autres immobilisations financières	6 848		6 848	6 848	
TOTAL (I)	1 996 121	643 516	1 352 605	1 364 159	- 11 554
Stocks en cours					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens et services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances usagers et comptes rattachés	282 881	271 997	10 883	145 550	- 134 667
Autres créances					
Fournisseurs débiteurs					
Personnel					
Organismes sociaux					
Etat, impôts sur les bénéfices					
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires					
Autres	84 975		84 975		84 975
Valeurs mobilières de placement	21 200		21 200	21 200	
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	627 552		627 552	658 600	- 31 048
Charges constatées d'avance	1 239		1 239	1 187	52
TOTAL (II)	1 017 847	271 997	745 850	826 537	- 80 687
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	3 013 968	915 513	2 098 455	2 190 696	- 92 241

Bilan association(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/08/2024 (12 mds)	Exercice précédent 31/08/2023 (12 mds)	Variation
Fonds associatifs et réserves			
Fonds propres			
Fonds associatifs sans droit de reprise	713 342	713 342	
Ecart de réévaluation			
Réserves	63 551	63 551	
Report à nouveau	339 082	430 714	- 91 632
Résultat de l'exercice	1 732	-91 632	93 364
Autres fonds associatifs			
Fonds associatifs avec droit de reprise			
Apports			
Legs et donations			
Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
Ecart de réévaluation			
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
Provisions réglementées			
Droits des propriétaires (commodat)			
TOTAL (I)	1 117 707	1 115 975	1 732
Provisions pour risques et charges	2 555	786	1 769
TOTAL (II)	2 555	786	1 769
Fonds dédiés			
Sur subventions de fonctionnement			
Sur autres ressources			
TOTAL (III)			
Dettes			
Emprunts et dettes assimilées	963 873	1 060 129	- 96 256
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Fournisseurs et comptes rattachés	11 525	12 285	- 760
Autres	2 796	1 521	1 275
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	978 193	1 073 935	- 95 742
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	2 098 455	2 190 696	- 92 241
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
acceptés par les organes statutairement compétents			
autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/08/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/08/2023 (12 mois)	Variation	%
	France	Exportations	Total	Total	
Produits d'exploitation					
Ventes de marchandises					
Production vendue biens					
Production vendue services					
Montants nets produits d'expl.					
Autres produits d'exploitation					
Production stockée					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
Cotisations				697 614	- 697 614 -100
Autres produits		252 723	245 401	7 322	2.98
Reprise de provisions		14 450	32 209	- 17 759	-55.14
Transfert de charges		14 556	13 936	620	4.45
Sous-total des autres produits d'exploitation		281 729	989 161	- 707 432	-71.52
Total des produits d'exploitation (I)		281 729	989 161	- 707 432	-71.52
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Excédent transféré (II)					
Produits financiers					
De participations					
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif					
Autres intérêts et produits assimilés		12 365	6 261	6 104	97.49
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement					
Total des produits financiers (III)		12 365	6 261	6 104	97.49
Produits exceptionnels					
Sur opérations de gestion			4 261	- 4 261	-100
Sur opérations en capital					
Reprises sur provisions et transferts de charges					
Total des produits exceptionnels (IV)			4 261	- 4 261	-100
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)		294 094	999 682	- 705 588	-70.58
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs					
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT			-91 632	91 632	-100
TOTAL GENERAL		294 094	1 091 315	- 797 221	-73.05

	Exercice clos le 31/08/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/08/2023 (12 mois)	Variation	%
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements				
Autres achats non stockés	47	47		0.00
Services extérieurs	4 836	9 001	- 4 165	-46.27
Autres services extérieurs	69 794	775 011	- 705 217	-90.99
Impôts, taxes et versements assimilés	186	57	129	226.32
Salaires et traitements	17 781	17 195	586	3.41
Charges sociales	4 359	3 937	422	10.72
Autres charges de personnels				
Subventions accordées par l'association				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations				
Sur immobilisations : dotation aux amortissements		30	- 30	-100
Sur immobilisations : dotation aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotation aux dépréciations	179 396	260 611	- 81 215	-31.16
Pour risques et charges : dotation aux provisions	1 769	532	1 237	232.52
Autres charges	5 279	16 204	- 10 925	-67.42
Total des charges d'exploitation (I)	283 447	1 082 625	- 799 178	-73.82
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Déficit transféré (II)				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	7 250	8 229	- 979	-11.90
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (III)	7 250	8 229	- 979	-11.90
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (IV)				
Participation des salariés aux résultats (V)				
Impôts sur les sociétés (VI)	1 666	461	1 205	261.39
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	292 362	1 091 315	- 798 953	-73.21
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	1 732		1 732	N/S
TOTAL GENERAL	294 094	1 091 315	- 797 221	-73.05
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
Bénévolat				
Prestations en nature				
Dons en nature				
Total				
Charges				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations				

UDOGEC

5 PLACE DE LA MAIRIE 12510 OLEMPES

	Exercice clos le 31/08/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/08/2023 (12 mois)	Variation	%
Personnel bénévole				
Total				

Annexe

PREAMBULE

L'association UNION DEPARTEMENTALE DES ORGANISMES DE GESTION DES ETABLISSEMENTS DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE DE L'AVEYRON ET DU LOT, UDOGEC est une association à but non lucratif qui a pour objet de fédérer et d'animer des organismes de gestion d'établissements catholiques d'enseignement.

A cet effet l'UNION pourra assurer la coordination entre les organismes de gestion adhérents, leur apporter une assistance dans la réalisation de leur objet commun et les représenter dans les domaines de sa compétence, auprès des pouvoirs publics à l'échelon départemental / régional et des instances de l'Enseignement catholique.

L'UDOGEC s'attachera à faciliter la mutualisation des moyens entre ses membres adhérents et à promouvoir des actions de solidarité entre ses membres.

L'Association UDOGEC au titre de son activité dispose comme ressources principales le reversement, par la DDEC, Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique Aveyron Lot, des contributions demandées aux établissements d'enseignement.

L'exercice social clos le 31/08/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/08/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 098 454,93 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 1 731,68 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 16/12/2024 par le Conseil d'Administration.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

Depuis le 1er septembre 2023, les contributions des établissements d'enseignement ne sont plus appelées par l'UDOGEC mais par la DDEC, Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique Aveyron Lot.

La DDEC reverse une partie des contributions selon la convention signée entre les deux parties.
Les contributions reversées se sont élevées à 244 975.00 euros pour l'exercice clos le 31 août 2024.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Contributions volontaires :

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

Annexe (suite)**NOTES SUR LE BILAN ACTIF****Immobilisations**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	13 158			13 158
Immobilisations financières	1 859 914	257 000	133 951	1 982 963
TOTAL	1 873 072	257 000	133 951	1 996 121

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	13 158			13 158
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	13 158			13 158
TOTAL GENERAL (I+II)	13 158			13 158

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 976 115		
Autres créances	6 848		
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	282 881		
Autres créances			
Charges constatées d'avance	1 239		
TOTAL	2 267 083		

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	976
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	84 975
TOTAL	85 951

Annexe (suite)**AUTRES INFORMATIONS*****Engagements et sûretés réelles consenties***

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

- Prêt Caisse d'Epargne souscrit le 27/07/2015 pour 500 KE : CRD au 31/08/24 = 203 759.95 euros.

Garantie donnée : Nantissement de comptes à terme à hauteur de 150 KE.

- Nantissement du compte d'épargne CSL Associatis à concurrence de 400 KE, en date du 20/07/17, concernant un prêt souscrit par l'Ogec Bon Pasteur Sacré Coeur d'un montant de 1100 KE.

- Prêt Banque Postale souscrit pour 400 KE : garantie SOGAMA Crédit Associatif à hauteur de 50 % du montant du crédit.

- Garantie donnée à API Restauration pour le Collège de NAUCELLE.

Dans le cadre de l'avance faite à Naucelle d'un montant de 80 KE par la société de restauration API, l'UDOGEC se substituera à l'Ogec de Naucelle en cas de non remboursement de cette avance.